

REALISATION D'UN CENTRE DE LOISIRS SANS HEBERGEMENT

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

Maître d'Ouvrage :
**COMMUNE DE SAINT LAURENT
DE LA SALANQUE**
2 Avenue Urbain Paret
66250 SAINT LAURENT DE LA
SALANQUE
Tél. : 04 68
Fax : 04 68

Maître d'Œuvre :
GERARD BENOIT
Architecte DPLG - Urbaniste

11100 NARBONNE

Tél. : 04 68
Fax : 04 68

ARTICLE 1

OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GENERALES

1.1 - Objet du marché - dispositions générales

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) concernent :

REALISATION D'UN CENTRE DE LOISIRS SANS HEBERGEMENT

La description des ouvrages, et leurs spécifications, sont dans le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.).

A défaut d'indication dans l'acte d'engagement, du domicile élu par l'entrepreneur à proximité de travaux, les notifications se rapportant au marché seront valablement faites à la Mairie de la Commune de SAINT LAURENT DE LA SALANQUE, jusqu'à ce que l'entrepreneur ait fait connaître à la personne responsable du marché, l'adresse du domicile qu'il aura élu.

La réalisation de ces ouvrages est traitée en lots séparés, en une seule tranche ferme, suivant la liste

1.2 - Tranches et lots

Lot n° 1	Gros Œuvre
Lot n° 2	Charpente Métal - Couverture zinc-Métallerie
Lot n° 3	Plâtrerie - Isolation - Doublages
Lot n° 4	Menuiseries intérieures bois
Lot n° 5	Menuiseries extérieures Alu
Lot n° 6	Plomberie - Sanitaires - Chauffage - Climatisation - VMC -ECS
Lot n° 7	Electricité
Lot n° 8	Sols durs - Faïence - Sols souples
Lot n° 9	Enduits extérieurs
Lot n° 10	Etanchéité
Lot n° 11	Peinture
Lot n° 12	Protection incendie
Lot n° 13	Ascenseur
Lot n° 14	Voiries et réseaux humides - Clôtures
Lot n° 15	Réseaux secs
Lot n° 16	Equipement cuisine

1.3 - Travaux intéressant la défense : Sans objet

1.4 - Contrôle des prix de revient : Sans objet

1.5 - Maîtrise d'ouvrage :

Le Maître d'ouvrage est la Commune de SAINT LAURENT DE LA SALANQUE, représenté par Monsieur le Maire.

1.6 - Maîtrise d'œuvre :

Le Maître d'œuvre est : Gérard Benoit - Architecte DPLG Urbaniste à Narbonne.

1.7 - Contrôle technique : Bureau de Contrôle : APAVE à Perpignan,

1.8 - Mission SPS : Bureau de contrôle : VERITAS à PERPIGNAN

PE27

BACCALAUREAT PROFESSIONNEL TECHNICIEN D'ETUDES DU BATIMENT Option A : ETUDES et ECONOMIE	« CREATION D'UN CENTRE DE LOISIRS SANS HEBERGEMENT »	
	EPREUVE E2 : PREPARATION D'UNE OFFRE EPREUVE E3 : PRODUCTION ET COMMUNICATION	DOSSIER DE BASE
Session 2013	NC 1311-TE EE	

ARTICLE 2

PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

2.1 - Pièces particulières

- * L'attestation d'Assurance responsabilité Civile et Décennale
- * L'acte d'engagement
- * Le présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.)
- * Le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) assorti des documents

ci après :

- Plans,
- Détail estimatif,
- Calendrier prévisionnel des travaux.

Les décompositions du prix global et forfaitaire (D.P.G.F.) sont contractuelles pour la décomposition des ouvrages nécessaire à l'établissement des situations de travaux.

En aucun cas les quantités indiquées dans ces documents n'ont valeur contractuelle.

Nota : Les erreurs de quantités, divergences ou ambiguïtés de toutes sortes pouvant apparaître dans la décomposition du prix des travaux traités à prix forfaitaire ne peuvent, en aucun cas, conduire à une modification du prix forfaitaire porté dans l'acte d'engagement.

2.2 - Pièces générales

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix, tel que ce mois est défini au 3.4.2., les plus récentes prévalant, dans chacune des catégories ci après, sur les plus anciennes.

- * Cahier des clauses spéciales des documents techniques unifiés (D.T.U.) énumérés aux annexes 1 des circulaires publiées au journal officiel du ministère de l'économie relatives aux cahiers des charges techniques des marchés publics de travaux de bâtiment, compte tenu des modifications qui leur sont apportées par les annexes 2 à ces circulaires.
- * Cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux (C.C.A.G.).

Les pièces constitutives du marché prévalent en cas de contradiction ou de différence dans l'ordre ou elles sont mentionnées ci avant.

ARTICLE 3

PRIX ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES

3.1 - Contenu des prix

3.1.1. - Les prix du marché sont établis en tenant compte de tous les frais nécessités par l'exécution des travaux (cf article 10.1 du CCAG) y compris les frais d'assurance.

L'entrepreneur est réputé avoir pris connaissance des lieux et de tous les éléments afférents à l'exécution des travaux. Il reconnaît avoir, notamment, avant la remise de son engagement :

- Pris connaissance complète et entière du terrain ou du bâtiment et de ses abords ainsi que des conditions d'accès et des possibilités de desserte en voirie et de tous les éléments généraux ou locaux en relation avec l'exécution des travaux,
- Apprécié toutes les difficultés inhérentes au site, aux moyens de communication, aux ressources en main d'œuvre,
- Contrôlé les indications des documents du dossier d'appel à la concurrence,
- S'être entouré de renseignements complémentaires nécessaires auprès du Maître d'œuvre et auprès de tous services ou autorités compétents.

3.1.2. - Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché seront réglés par des prix forfaitaires dont le libellé est détaillé à l'état des prix forfaitaires (devis quantitatif estimatif).

3.1.3. - Modalités de règlement des comptes du marché.

Les comptes seront réglés par des acomptes mensuels et un solde, quel que soit le délai d'exécution, établis et mandatés comme il est indiqué à l'article 13 du C.C.A.G.

PE28

BACCALAUREAT PROFESSIONNEL TECHNICIEN D'ETUDES DU BATIMENT Option A : ETUDES et ECONOMIE	« CREATION D'UN CENTRE DE LOISIRS SANS HEBERGEMENT »	
	EPREUVE E2 : PREPARATION D'UNE OFFRE EPREUVE E3 : PRODUCTION ET COMMUNICATION	DOSSIER DE BASE
Session 2013	NC 1311-TE EE	

3.2 - Variation dans les prix

Les prix sont révisibles selon la formule suivante :

$$P = P_0 \left[0,125 + 0,875 \times \left[\frac{BT_{n-3}}{BT_0} \right] \right]$$

3.3. - Application de la taxe à la valeur ajoutée

Les montants des acomptes mensuels et de l'acompte pour solde sont calculés en appliquant le taux de T.V.A. en vigueur lors de l'établissement des pièces de mandatement.
Ces montants sont éventuellement rectifiés en vue de l'établissement du décompte général en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur lors des encaissements.

ARTICLE 4

DELAI(S) D'EXECUTION - PENALITES ET PRIMES

4.1 - Délai (s) d'exécution des travaux

12 mois de travaux

4.2 - Prolongation du délai d'exécution : Sans objet

4.3 - Pénalités

4.3.1. - Pénalités de retard

Les stipulations du C.C.A.G., sont seules applicables.
Cependant, la pénalité de retard est portée à 300.00 € par jour calendaire de retard.

4.3.2. - Pénalités pour absence aux réunions de chantier

Les absences non excusées seront pénalisées de la façon suivante :

- 75.00 € pour la première absence
- 150.00 € pour chacune des suivantes

4.3.3. - Pénalités pour absence de nettoyage

Les interventions qui ne seront pas suivies de nettoyage seront pénalisées de la façon suivante :

- 75.00 € pour la première observation
- 150.00 € pour chacune des suivantes

4.4 - Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des emplacements occupés par le chantier seront effectués dans le délai d'exécution.
Chaque entreprise est tenue d'enlever et d'emporter tous décombres, cartons et emballages qui lui sont propres.
Ce nettoyage doit être effectué journalièrement, et au minimum 2 fois par semaine.
En cas de défaillance manifeste, l'architecte fera exécuter le nettoyage par une entreprise, à la charge des entreprises fautives.

ARTICLE 5

CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SECURITE

5.1 - Cautionnement

Un cautionnement devra être constitué par l'entrepreneur, dans les VINGT (20) JOURS qui suivent la notification du marché et dans tous les cas fourni avec la première situation.
Dans le cas contraire, la retenue de garantie ne pourra être remplacée par un cautionnement qu'après la dernière situation.
Le montant du cautionnement sera égal à 5% (CINQ POUR CENT) du montant des travaux indiqué dans l'acte d'engagement.
Faute de cautionnement, il sera procédé à une retenue de garantie de 5% sur la situation de travaux.

5.2 - Avance forfaitaire

Aucune avance forfaitaire ne sera versée à l'entrepreneur.

PE29

BACCALAUREAT PROFESSIONNEL TECHNICIEN D'ETUDES DU BATIMENT Option A : ETUDES et ECONOMIE	« CREATION D'UN CENTRE DE LOISIRS SANS HEBERGEMENT »	
	EPREUVE E2 : PREPARATION D'UNE OFFRE EPREUVE E3 : PRODUCTION ET COMMUNICATION	DOSSIER DE BASE
Session 2013	NC 1311-TE EE	

5.3 - Avance sur matériel

Aucune avance sur matériels de chantier ne sera versée à l'entrepreneur.

ARTICLE 6

PROVENANCE, QUALITE, CONTROLE DES MATERIAUX ET PRODUITS

6.1 - Provenance des matériaux et produits

Le C.C.T.P. fixe la provenance de ceux des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé à l'entrepreneur ou n'est pas déjà fixé par les pièces générales constitutives du marché ou déroge aux dispositions des dites pièces.

6.2 - Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits

6.2.1. - Le C.C.T.P. définit les compléments et dérogations à apporter aux dispositions du C.C.A.G. et du C.C.T.G. concernant les caractéristiques et qualités des matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais et épreuves, tant qualitatives que quantitatives sur le chantier.

6.2.2. - Les matériaux, produits et composants de construction doivent être conformes aux stipulations du marché et aux prescriptions des Normes Françaises Homologuées.

Le Maître d'œuvre fera prélever à son choix des échantillons et des éprouvettes de matériaux avant et au moment de la mise en œuvre.

Ceux-ci feront l'objet d'essais physiques ou d'analyses chimiques pour déterminer s'ils sont conformes aux spécifications ou aux normes.

Ces essais seront à la charge de l'entrepreneur.
En cas de résultat insuffisants, on appliquera les dispositions de l'article 24.5 du C.C.A.G.

ARTICLE 7

PREPARATION DES TRAVAUX

7.1 - Période de préparation - programme d'exécution des travaux :

Compte tenu de la durée globale du chantier, le délai de préparation sera de 1 mois cette période étant comprise dans le délai global.

7.2 - Plans d'exécution - notes de calculs - Etudes de détails :

Les plans d'exécution des ouvrages et les spécifications techniques détaillées sont établis par l'entrepreneur et soumis, avec les notes de calcul correspondantes, à l'approbation du Maître d'œuvre.
Ce dernier doit les retourner à l'entrepreneur avec ses observations éventuelles, au plus tard DIX JOURS après leur réception.
Tous les plans d'exécution et notes de calcul devront être obligatoirement visés par le contrôleur technique mentionné à l'article 1.7 du présent C.C.A.P.

7.3 - Organisation - sécurité et hygiène des chantiers :

Selon normes et textes en vigueur.
Un coordonnateur sécurité sera désigné par le maître d'ouvrage.

ARTICLE 8

CONTROLE ET RECEPTION DES TRAVAUX

8.1 - Essais et contrôle des ouvrages en cours de travaux

Les essais et contrôles d'ouvrages ou parties d'ouvrages prévus par les fascicules intéressés du C.C.T.G. ou le C.C.T.P. seront assurés par l'entrepreneur et à ses frais, à la demande du Maître d'œuvre ou son représentant.
Les dispositions du § 3 de l'article 24 du C.C.A.G. relatives aux essais et vérifications à effectuer sur les matériaux et produits mis en œuvre sont applicables à ces essais.

PE30

BACCALAUREAT PROFESSIONNEL TECHNICIEN D'ETUDES DU BATIMENT Option A : ETUDES et ECONOMIE	« CREATION D'UN CENTRE DE LOISIRS SANS HEBERGEMENT »	
	EPREUVE E2 : PREPARATION D'UNE OFFRE EPREUVE E3 : PRODUCTION ET COMMUNICATION	DOSSIER DE BASE
Session 2013	NC 1311-TE EE	

8.2 - Réception des ouvrages

La réception des ouvrages a lieu à l'achèvement de l'ensemble des prestations afférentes à l'exécution de l'opération visée à l'article premier.
La date d'effet de la réception est celle de l'achèvement de l'ensemble des prestations afférentes à la réalisation de l'opération.
Il appartient au titulaire du marché d'adresser au Maître de l'ouvrage la lettre recommandée mentionnée au paragraphe 41.1 du C.C.A.G.

8.3 - Documents fournis après exécution

Les entrepreneurs devront remettre après exécution de leurs travaux, en 2 exemplaires :

- Schéma des installations électriques (lots électricité, chauffage/climatisation/VMC),
- Notice d'entretien des installations de climatisation (lot chauffage/climatisation/VMC),
- Notices techniques et classements des matériaux mis en œuvre (Tous Corps d'Etat).

8.4 - Délai de garantie

Le délai de garantie ne fait l'objet d'aucune stipulation particulière.
Pendant toute la durée du délai de garantie, l'entrepreneur sera tenu de réparer à ses frais les parties d'ouvrages qui seraient défectueuses par suite de vice de matière, défaut de construction ou défaut de conformité avec les plans et les C.C.T.P., conformément aux dispositions de l'article 44.1 du C.C.A.G.

8.5 - Assurances

A la remise des offres, les entrepreneurs doivent justifier qu'ils sont titulaires :
* D'une assurance garantissant les tiers en cas d'accident ou de dommages causés par l'exécution des travaux,
* D'une assurance couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792.2 et 2270 du Code Civil.

8.6 - Responsabilité de l'entrepreneur au titre de l'article 1384 du code civil

Il est rappelé que le titulaire du marché est directement responsable des dommages causés aux biens ou aux personnes par son propre fait ou par le fait de ses engins et matériels utilisés sur le chantier.

L'entrepreneur veillera en particulier à ne pas laisser à la portée de personnes étrangères à l'entreprise, des engins, matériels et matériaux dont l'utilisation pourrait porter atteinte à la sécurité publique.

ARTICLE 9

DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Aucune dérogation n'est acceptée, hormis celles explicitées dans les articles ci avant, du présent C.C.A.P.

BACCALAUREAT PROFESSIONNEL TECHNICIEN D'ETUDES DU BATIMENT Option A : ETUDES et ECONOMIE	« CREATION D'UN CENTRE DE LOISIRS SANS HEBERGEMENT »	
	EPREUVE E2 : PREPARATION D'UNE OFFRE EPREUVE E3 : PRODUCTION ET COMMUNICATION	DOSSIER DE BASE
Session 2013	NC 1311-TE EE	